Document generated on 08/12/2025 7 a.m.

Relations

RELATIONS

Répression et profilage politique

Céline Bellot

Number 779, July–August 2015

URI: https://id.erudit.org/iderudit/78132ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Bellot, C. (2015). Répression et profilage politique. *Relations*, (779), 5–6.

Tous droits réservés © Relations, 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

d'éducation et de santé universels dans toutes les régions du Québec. Les luttes écologistes et les mouvements sociaux ont ancré une culture de résistance et de convergence qui s'exprime encore dans les alliances contre les mesures d'austérité et contre le déracinement. La coalition Touche pas à ma région a mobilisé 5000 personnes en Abitibi-Témiscamingue le 29 janvier dernier; le Réseau de vigilance de la région, qui représente plus de 30 000 personnes, a participé au mouvement de grève sociale du 1er mai dernier. Occupations de bureaux de députés et de ministres, blocages de routes, tribunal populaire, manifestations, pétitions, campagnes de sensibilisation se succèdent. Chose certaine, les citoyens et les citoyennes de la région n'ont pas dit leur dernier mot. ●

Répression et profilage politique

Le printemps étudiant de 2015 aura été marqué par le déploiement d'une répression aussi brutale que disproportionnée.

CÉLINE BELLOT

Si, côté météo, le printemps a été froid, la rue, elle, a eu chaud. Les images, les témoignages et les réactions abondent pour montrer à quel point la répression du mouvement étudiant, mobilisé contre les mesures d'austérité et l'exploitation des hydrocarbures, a été forte. L'arsenal répressif déployé a été implacable: manifestations déclarées illégales dès les premiers instants; utilisation de gaz lacrymogènes et autres armes; arrestations de masse; brutalité policière; accusations en vertu du Code de la sécurité routière ou du Code criminel; encadrement massif des manifestants par les policiers; lourdes conditions de remise en liberté; on a même usé de détentions provisoires.

Outre l'intensité de cette répression, ce qui frappe, lorsqu'on pose sur le printemps 2015 un regard rétrospectif, c'est qu'elle a été déployée contre un mouvement social à peine en émergence. Cela constitue une grave atteinte à la démocratie. En 2012, les autorités politiques, mais aussi institutionnelles, ont d'abord et avant tout cherché à nier, à minimiser le mouvement social de contestation contre la hausse des frais de scolarité. En 2015, force est de constater que ces mêmes autorités ont pris une nouvelle avenue, marquée non pas par un désintérêt pour la critique des politiques d'austérité, mais par une réelle volonté de lutter de manière autoritaire contre ces critiques. Du ministre de l'Éducation au recteur de l'UQAM, du maire de Québec à la responsable de la sécurité publique au Conseil exécutif de la Ville de Montréal, le mot d'ordre était celui de l'intolérance et de la démonstration de force.

La commande était passée, les forces policières et judiciaires étaient légitimées pour réagir activement et de manière forte. Or, l'enjeu pour la démocratie est réel. L'austérité, contre laquelle se sont mobilisés les étudiants, mais aussi plusieurs groupes sociaux, syndicats et citoyens ce printemps, n'est pas qu'un simple mot. Elle est d'abord et avant tout une manière de transformer radicalement le modèle social-démocrate construit patiemment depuis des décennies au Québec, modifiant de manière durable le rôle de l'État dans l'exercice de la solidarité à l'égard des populations les plus vulnérables de notre société. Non, la critique de l'austérité n'est pas floue et ses revendications ne sont pas éparses. Elle s'appuie sur la défense globale d'une vision de la justice sociale, qui tend à réduire les inégalités sociales et à assurer une égalité des chances pour toutes et tous dans tous les secteurs de la société: éducation, santé, justice, emploi, logement, etc. Réprimer de manière aussi ostentatoire cette critique contribue non pas simplement à

L'auteure est professeure à l'École de service social de l'Université de Montréal et directrice de l'Observatoire des profilages

L'art d'utiliser la guerre

Sous prétexte de lutter contre le groupe armé État islamique en Irak et en Syrie, le Canada mène aussi une guerre intérieure contre la transparence et l'imputabilité.

MARTIN FORGUES

Le 4 septembre marquera le premier anniversaire de l'entrée du Canada dans la guerre contre le faux califat autoproclamé « État islamique ». Un nouveau chapitre de cette « guerre au terrorisme », qu'on imagine encore sans fin.

Impossible de ne pas y voir à la fois le parachèvement d'un grand chantier de militarisation entrepris par le gouvernement Harper et la justification, par celui-ci, de lois liberticides, à la veille d'une élection qui se voudra, d'une certaine façon, un test d'approbation par l'électorat canadien.

Cette guerre n'échappe donc pas à une honteuse instrumentalisation politique, pratique fétiche de ce gouvernement. Un mois et demi seulement après le début de cette nouvelle campagne militaire, deux attentats secouaient le pays. Deux meurtres commis contre des soldats canadiens par deux jeunes hommes séduits par l'idéologie takfiriste (djihadiste) des combattants du groupe armé État islamique (ÉI) qui, de leur côté, ne manquèrent pas d'en revendiquer la responsabilité grâce à leur réseau de propagande, un art obscur dans lequel ils sont passés maîtres.

Pourtant, les va-t-en-guerre du gouvernement Harper utilisent les mêmes stratagèmes propagandistes. Il fallait entendre le premier ministre lui-même dire que « leur faire la guerre là-bas, c'est assurer notre sécurité ici », alors que les actions militaires alimentent, au contraire, la rancœur envers l'Occident. Avec les mensonges politiques et militaires, elles fournissent du carburant à la machine propagandiste de l'ÉI, dont la genèse remonte à la débâcle américaine en Irak et dont les militants se livrent aujourd'hui à des exactions dignes des pires crimes contre l'humanité. Nous combattons des ennemis que nous avons grandement contribué à fabriquer.

Si tant est que l'on désire en finir avec le caractère perpétuel que prend cette « guerre au terrorisme », les moyens militaires ne sont pas les bons. Pour couper l'herbe sous le pied de l'ÉI, il faut plutôt s'attaquer aux maux qui l'alimentent – notamment le néocolonialisme qui déstructure les sociétés où il s'implante ainsi que la xénophobie et les inégalités socioéconomiques auxquelles font face de nombreuses personnes de confession musulmane en Occident, pour ne donner que ces exemples.

Les défenseurs de cette guerre se gargarisent sans cesse d'arguments fallacieux pour en légitimer non seulement l'essence, mais également le caractère secret au nom de la « sécurité nationale ». Ils sont montés aux barricades lorsque les médias ont révélé que les soldats des forces spéciales prenaient une part active à la mission de combat, contrairement aux dires du gouvernement. Ce dernier a alors accusé les médias de risquer la vie des soldats – bien qu'aucun détail précis sur leurs opérations n'ait été rendu public. Même le Bureau parlementaire du budget peinait à obtenir les détails sur le coût réel de la mission, estimé à près d'un demi-milliard de dollars d'ici à la fin de l'année 2015. Cela n'a pas empêché le gouvernement de prolonger la mission et de l'étendre en territoire syrien, sans véritable débat public.

consolider le projet néolibéral de réduction du rôle social de l'État, mais bien davantage à soutenir son imposition autoritaire en utilisant les forces policières et judiciaires à ce dessein.

Dès lors, la table est mise pour assurer un traitement différentiel des convictions politiques et favoriser un profilage politique des personnes et des groupes qui contestent les mesures d'austérité et leurs effets. Pourtant, une démocratie construite sur une garantie des libertés politiques devrait garantir ces dissidences dans leur expression comme dans leur organisation. Dans cet esprit, la police et la justice devraient être les piliers de l'état de droit et non les instruments de l'autoritarisme gouvernemental et institutionnel. Avoir peur de manifester, être inquiet d'exprimer ses idées, craindre des décisions judiciaires, appréhender d'être surveillé et contrôlé, être intimidé dans son quotidien constitue aujourd'hui le lot de bien des personnes et de groupes qui contestent l'austérité. Cette réalité témoigne de la dérive autoritaire actuelle.

Pourtant, la mise en place d'un modèle social-démocrate au Québec s'est accompagnée de nombreuses luttes qui ont permis à tous les citoyens de bénéficier de services publics forts, de mécanismes de protection et de sécurité sociale qui ont soutenu leur développement et leur épanouissement comme ceux de la société dans son ensemble. La défense de ce modèle exige et exigera encore des luttes tout aussi légitimes. Elles doivent pouvoir exister, plutôt que subir la menace de la répression. ●

L'auteur, journaliste indépendant, a publié *L'Afghanicide, cette guerre qu'on ne voulait pas gagner* (VLB, 2014)